



Le meilleur canal pour réussir son immigration

QUÉBEC

p. 9 à 10

Excellentes perspectives d'emploi dans le secteur des services

Une récente étude de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) indique que l'emploi dans le secteur des services va continuer d'augmenter à court, moyen et long termes au Québec.



APRÈS UNE ÉTUDE DE PROMISE CONSULTING ...

Le Canada, l'une des premières destinations de choix des Français dans le monde



p. 11

FRAUDE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE D'IMMIGRATION

p. 22

Près de 3 100 citoyens risquent de voir leur citoyenneté annuler

DYNAMISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Rendre les recrutements plus efficaces et attirer une main-d'œuvre jeune

p. 8

MARCHÉ DU TRAVAIL

p. 6

Croissance de l'emploi et rémunérations intéressantes dans la première moitié de 2012



SECTEUR DE L'EMPLOI

p. 7

Augmentation de 2,9% des salaires au Canada

AOÛT 2012

p. 8

34 000 nouveaux emplois au Canada

Au cours du mois d'août dernier, le marché du travail canadien a enregistré près de 34 000 nouveaux emplois.

ECONOMIE

p. 18

L'industrie des pièces d'automobile est en plein essor en Ontario



MARCHÉ DU TRAVAIL QUÉBÉCOIS

p. 13

Boom minier en Abitibi-Témiscamingue

EDUCATION

p. 12

Le Canada, une référence pour les étudiants internationaux

Le système éducatif canadien continue d'être prisé dans le monde à cause de la qualité de la formation et de la richesse de ses programmes d'études.



ELECTION PROVINCIALE 2012/CANADA

p. 2 à 5

Une femme dirige désormais le Québec



Pour la première fois de l'histoire de la province, une femme est appelée à diriger le Québec. Pauline Marois a été élue à la suite des dernières élections provinciales du 04 septembre 2012. La dirigeante du Parti Québécois (PQ) est ainsi devenue la première femme à être élue à la tête du gouvernement du Québec.

NOUVEAU GOUVERNEMENT DE PAULINE MAROIS

Un camerounais, ministre de la culture et des communications au Québec

p. 11 à 12



Le prix des choses

p. 25

Acheter des ordinateurs portables d'occasion à Montréal pour la nouvelle rentrée scolaire

Vous avez ici, quelques propositions de prix d'ordinateurs portables d'occasion à Montréal.



PROGRAMME D'INTÉGRATION

Le gouvernement canadien sollicite des services pour des projets d'établissement des immigrants en 2013

p. 21



Editorial

Une femme dirige désormais le Québec

Pour la première fois de l'histoire de la province, une femme est appelée à diriger le Québec.

Pauline Marois a été élue à la suite des dernières élections provinciales du 04 septembre 2012. La dirigeante du Parti Québécois (PQ) est ainsi devenue la première femme à être élue à la tête du gouvernement du Québec.

Après neuf années passées dans l'opposition, le Parti québécois renoue avec le pouvoir au terme d'une campagne électorale pleine de rebondissements face à des candidats dont les programmes de développement étaient aussi ambitieux les uns que les autres :

Jean Charest et le **Parti Libéral** promettaient par exemple de créer 250 000 emplois, garder les 55 ans et plus au travail, favoriser le transfert familial d'entreprises... Ce parti avait pris les rênes du pouvoir au Québec en 2003 avec des gouvernements minoritaires successifs jusqu'aux dernières élections en septembre 2008, qui ont permis aux troupes libérales de former un gouvernement majoritaire.

La **Coalition Avenir Québec**, l'un des plus jeunes partis politiques québécois était également en lice. Il a été fondé l'année dernière et dirigé par l'ex homme d'affaires, François Legault. Ce dernier promettait de faire par exemple 600 millions de dollars d'économies chez Hydro-Québec.

Le parti **Québec Solidaire** codirigé par Françoise David, ex présidente de la Fédération des Femmes du Québec et Amir Khadir, proposait pour sa part de « **bonifier le Régime des Rentes du Québec (RRQ) pour les revenus de retraites correspondant en moyenne à 60% des revenus de travail** ». Québec Solidaire misait surtout sur les transports collectifs à Montréal à travers un investissement de 1,2 milliard



Mme Pauline Marois, la nouvelle Première Ministre du Québec

de dollars en cinq ans.

Face à tous ces engagements électoraux, les citoyens québécois ont opéré un choix historique ce 04 septembre 2012.

Pauline Marois, déjouant tous les pronostics et sondages

électoraux, est devenue le symbole d'un renouveau politique : **première femme à être élue à la tête du gouvernement du Québec, et cinquième femme à accéder à cette position dans l'ensemble du Canada en l'espace de quatre ans.**

En effet, près de la moitié des provinces et territoires du Canada sont actuellement dirigés par des femmes à savoir la Colombie-Britannique, l'Alberta, Terre-Neuve-et Labrador, le Nunavut et, depuis le 04 septembre 2012, le Québec.

Une victoire saluée par plusieurs acteurs sociaux québécois...

La victoire péquiste a été diversement appréciée. Mme Manon Bernard, Présidente de la Fédération des Syndicats de l'Enseignement (FSE-CSQ), souligne la pertinence de ce résultat électoral.

Suite à la page 3 →



Editorial

« *Parce que nous venons d'un milieu majoritairement féminin ayant contribué à faire avancer les droits des femmes depuis plusieurs décennies, nous apprécions à sa juste mesure l'élection de Mme Marois à titre de première ministre. (...) Nous espérons que les nouveaux élus travailleront dans un climat de collaboration, respectant ainsi le mandat reçu de la population au terme d'une campagne électorale où se sont opposées des visions parfois différentes de l'éducation et des services publics* », a laissé entendre la présidente de la Fédération des Syndicats de l'Enseignement.

La présidente de la Fédération des Communautés Francophones et Acadienne du Canada (FCFA), Marie-France Kenny, se réjouit également de cette élection et souhaite que Pauline Marois nomme un ministre responsable de la francophonie canadienne et que le gouvernement du Québec poursuive son rôle de chef au sein de la Confédération ministérielle sur la francophonie canadienne.

Stephen Harper, premier ministre fédéral du Canada félicite la nouvelle Première ministre québécoise et lui tend déjà la main pour une réelle collaboration.

Ce dernier entend soutenir le gouvernement du Québec afin de mettre en œuvre des mesures visant à renforcer l'économie du Québec dans le respect des compétences respectives et dans l'intérêt du Québec et du Canada.

Selon La Fédération Interprofessionnelle de la Santé du Québec (FIQ), c'est une page d'histoire qui vient d'être écrite. « *Mme Marois sera certainement une source d'inspiration pour un grand nombre de femmes (...). La politique partisane n'a pas sa place à l'Assemblée Nationale. Nous souhaitons la collaboration de tous les partis afin de répondre le mieux possible aux besoins de la population québécoise* », a confié la présidente.

coise », a confié la présidente.

Pour le patronat québécois, l'élection de la formation politique de Pauline Marois à la tête d'un gouvernement minoritaire permettra « *d'éviter le pire* ».

L'idée est soutenue par Simon Prévost, Président des Manufacturiers et Exportateurs du Québec, qui précise pour sa part que « *Le contrepoids politique apporté à l'Assemblée Nationale par les libéraux et les caquistes, dont les positions sont plus alignées sur les intérêts des entrepreneurs que nous représentons, fournira une sorte de garde-fou et compliquera la mise en application de certaines mesures proposées par le PQ au cours de la campagne électorale, notamment tout ce qui*

touche à la question nationale et aux préoccupations identitaires ».

Cette idée est renchérie par Le Président du Conseil du Patronnat, Yves-Thomas Dorval. « *L'élection d'un gouvernement minoritaire apporte un élément rassurant : il n'y aura pas de changements brusques demain matin* », a-t-il laissé entendre.

Les engagements de Pauline Marois

Pauline Marois avait pris au cours de la campagne électorale de nombreux engagements que son gouvernement s'emploierait à tenir dès les cent premiers jours.

La question de l'identité et de la langue a beaucoup préoccupé l'état major du Parti québécois tout au long de la campagne électorale.

Pauline Marois a promis de reformer la Charte de la langue française dans les cent premiers jours de son mandat. Elle estime qu'un gouvernement péquiste majoritaire ferait adopter une nouvelle loi 101 qui serait « *plus forte, plus cohérente, plus ambitieuse* ».

Suite à la page 4 ➔



Editorial

En effet, cette Charte énonce que la langue commune au Québec, utilisée dans toutes les sphères de la vie, est le français. L'une des mesures importantes de cette loi était de permettre l'accès à l'école anglaise seulement aux enfants dont l'un des parents avait lui-même reçu son éducation en anglais.

C'est donc à juste titre que la Présidente de la Fédération des Communautés Francophones et Acadiennes du Canada (FCFA), Marie-France Kenny, a applaudi cette victoire.

« Qu'il soit minoritaire ou non, qu'il y ait de la collaboration avec la francophonie canadienne, j' imagine mal que la parti n'aura pas l'appui de l'opposition pour faire rayonner la francophonie dans les Amériques », indique Marie-France Kenny.

En matière d'éducation, Pauline Marois entend abroger la loi 78 qui encadre notamment les manifestations, annuler la hausse des droits de scolarité de 82% sur sept ans prévue par les libéraux et organiser un sommet sur l'éducation supérieure avec les représentants des étudiants, les directions d'établissements, les représentants syndicaux et patronaux. Selon elle, cela devrait permettre d'aborder le financement et la gestion des universités.

La question de la souveraineté du Québec tient également à cœur à la nouvelle Première Ministre. Elle a annoncé au cours de la campagne son intention de tenir des référendums d'initiatives populaires pour consulter les citoyens au cas où elle serait élue.

L'économie

Du point de vue économique, le Parti Québécois s'était engagé au cours de la campagne de créer un fonds stratégique d'investissement de 10 milliards de dollars afin de favoriser le développement de l'économie québécoise et de protéger les entreprises de la province.

En réalité, la nouvelle équipe dirigeante du Québec nourrit 5 grands défis économiques à savoir :

*« * Continuer à viser le déficit zéro afin de ne pas alimenter les craintes exprimées par certains quant au maintien de la note de crédit du Québec au niveau actuel. Cet objectif doit tenir malgré l'annulation des hausses de tarifs prévues (électricité, scolarité, contribution santé) et dans un contexte de ralentissement économique ;*

- *revoir le pacte entre employés et municipalités, entre les Québécois et la RRQ, afin d'assurer la viabilité des régimes de retraite ;*

- *préciser la politique du gouvernement sur le Plan Nord et le régime des redevances, la protection des sièges sociaux et le rôle de la Caisse de dépôt et placement, ce sont des changements majeurs qui étaient prévus dans la plateforme du Parti québécois ;*

- *à plus long terme, établir une stratégie réaliste pour faire face au vieillissement de la population : combler le manque à venir de main-d'œuvre, prolonger la vie au travail des Québécois, améliorer la productivité et surtout favoriser l'éducation des Québécois en misant sur la formation continue et la diplomation ;*

- *revoir le pacte fiscal avec Montréal pour lui donner une structure plus simple, stimuler son économie, faire baisser le chômage et redonner à la ville centre un attrait qui s'étiole au profit des banlieues. »*

Pauline Marois et L'immigration au Québec

Pauline Marois souhaite que l'immigration au Québec soit complètement sous la responsabilité du gouvernement provincial.

Selon elle, il y a encore de la place pour augmenter le nombre d'immigrants au Québec.

Cependant, elle suggère que les nouveaux arrivants soient mieux répartis à travers la province afin de pallier le manque de ressources et de main-d'œuvre.

Elle épouse surtout l'idée de la reconnaissance des diplômés initiée par l'ex Premier Ministre Jean Charest, mais souhaite aller plus loin à travers des ententes préalables établies avec les universités latino-américaines, européennes et africaines.

Suite à la page 5 →



Editorial

Elle entend également privilégier l'immigration francophone et briser la perception voulant que le Québec soit bilingue.

C'est pourquoi selon elle, il faut expliquer aux immigrants que le Québec est une nation francophone qui respecte les droits des minorités anglophones.

Dans sa première intervention en Chambre, Pauline Marois a peint le Québec qu'elle souhaite et a invité les nouveaux immigrants à reconnaître les valeurs des Québécois :

« Le Québec n'est pas parfait, mais il est notre pays. Le Québec moderne est une société accueillante. Celles et ceux qui choisissent de se joindre à nous doivent savoir qu'ils viennent habiter un jardin qui porte déjà des fruits. », a-t-elle indiqué avant de poursuivre :

« Ces valeurs communes sont la langue française, la liberté d'expression, l'égalité des hommes et des femmes, les droits des enfants, le caractère laïc des règles de fonctionnement de notre société (...) Ce sont des valeurs que doivent accepter les nouveaux arrivants pour être membres de notre famille », a-t-elle souligné dans son intervention en Chambre.

Qui est Pauline Marois

Née le 29 mars 1949 à Québec, Pauline Marois a occupé de nombreuses fonctions ministérielles sous tous les gouvernements du Parti québécois depuis 1981, avant d'être désignée aujourd'hui, première ministre du Québec.

Mariée et mère de 04 enfants, Pauline Marois est titulaire d'un baccalauréat en Service social. Elle intègre le HEC à Montréal et obtient un MBA

en administration des affaires après 6 années. L'éducation est pour elle un point majeur dans le développement du pays.

Au plan professionnel, elle travaille en 1971 au sein de l'Association des Coopératives d'Economie Familiale, puis au Conseil Régional de Développement.

Trois années plus tard, elle coordonne des cours de technique en assistance sociale avant de diriger l'année suivante le Centre Local de Services communautaires.

Sur le plan politique, il faut retenir sommairement que Pauline Marois est devenue le 26 juin 2007, la première femme à être chef du Parti québécois et ce, après deux tentatives infructueuses en 1985 et en 2005.

Elle fut élue députée de la circonscription de Charlevoix le 24 septembre 2007 et réélue le 8 décembre 2008.

Pauline Marois est la troisième femme à avoir occupé le poste de Vice-première ministre du Québec après Lise Bacon et Monique Gagnon-Tremblay.

Aujourd'hui, la victoire du Parti québécois suite aux élections générales du 4 septembre 2012 lui a permis de devenir la première femme première ministre de l'histoire du Québec et la 30^{ème} personne à occuper ce poste.

A la tête désormais d'un gouvernement minoritaire, Pauline Marois devra compter sur la saine et sincère collaboration des partis d'opposition pour mieux asseoir sa politique de développement dans la province.

PAR SÉCURITÉ

Faites savoir à vos parents et amis qu'en matière d'immigration comme dans tout autre domaine, il ne faut jamais envoyer d'argent à des personnes qu'ils ne connaissent pas. Le nombre de fraudes par Internet en matière d'immigration et autres est très important et, en général, les noms de firmes existantes sont utilisés par les fraudeurs.



Nouvelles du Canada

L'économie canadienne

En brèves...

CANADA-UNION EUROPÉENNE

Un traité de libre-échange pour dynamiser la croissance économique

Stephen Harper, Premier Ministre canadien et la Chancelière allemande, Angela Merkel, s'appêtent à conclure un accord économique et commercial d'une grande importance dans les prochains jours.

Il s'agit d'un traité de libre-échange « ambitieux » entre le Canada et l'Union européenne qui devrait dynamiser la croissance économique mondiale.

Pour Stephen Harper, cette coopération économique offre de grandes opportunités au Canada.

Selon lui, les entreprises canadiennes auront accès « *aux 500 millions de consommateurs européens, qui constituent le plus grand marché du monde* ».

Angela Merkel reconnaît également les nombreux avantages que l'Union européenne pourrait tirer de ce partenariat économique.

« Il est intéressant de collaborer avec un pays aussi riche en ressources naturelles. Nous pourrions obtenir beaucoup de cet accord », confie-t-elle avant d'ajouter que l'approvisionnement en matières premières est un « *grand enjeu stratégique mondial.* »

Pour Angela Merkel, la crise européenne de la dette passe par un renforcement de l'Union européenne.

« La solution durable (...) c'est le maintien de l'union économique et monétaire, mais surtout le renforcement de l'union politique », a-t-elle indiqué.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Croissance de l'emploi et rémunérations intéressantes dans la première moitié de 2012

Au cours de la première moitié de l'année 2012, l'économie canadienne a enregistré une forte création de l'emploi à cause des salaires élevés constatés dans certains secteurs d'activité.

Ce constat provient du dernier rapport sur l'indice de qualité de l'emploi canadien de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC), l'une des sept grandes banques à

charte du Canada.

Benjamin Tal, économiste en chef adjoint à la CIBC, précise que l'économie canadienne a créé 155 000 nouveaux emplois au cours des six premiers mois de l'année 2012.

Il ajoute que ces emplois étaient de très grande qualité même si leur croissance est susceptible d'être perturbée dans les prochains trimestres à cause de l'économie mondiale en ralentissement. *Suite à la page 7* →



Nouvelles du Canada

Selon le rapport, l'emploi à temps plein a augmenté de 1,1% au cours de la période, soit une croissance dix fois plus que celle de l'emploi à temps partiel.

D'après les observations de Benjamin Tal, le nombre de travailleurs payés à temps plein dans des secteurs bien rémunérés comme ceux du pétrole et la fabrication de charbon, de l'extraction pétrolière et à gaz, du génie civil et la fabrication d'équipement de transport, est monté de 1,6% dans les six pre-

miers mois de l'année 2012.

L'Ontario fait partie des provinces ayant créé le moins d'emplois mais de qualité très élevée au cours du premier semestre de cette année.

Le Québec vient en tête de toutes les autres provinces pour avoir créé le plus grand nombre d'emploi dans la période même si la qualité de ceux-ci ne sont pas plus élevés que ceux enregistrés en Ontario.

SECTEUR DE L'EMPLOI

Augmentation de 2,9% des salaires au Canada

Une enquête nationale menée par Hay Group, une société internationale de conseil en gestion, a indiqué que les travailleurs canadiens devraient s'attendre à une hausse salariale de 2,9% en 2013.

Cette étude a été menée auprès de 500 employeurs canadiens des secteurs public et privé qui ont fourni des renseignements sur leurs prévisions salariales pour 2013.

Le secteur pétrolier et gazier se situe à une hausse de 3,9% et affiche ainsi la plus haute augmentation salariale du pays.

Il est suivi du secteur minier (3,6%), du secteur chimique (3,4%), les services commerciaux (3,2%) et les services publics (3,1%).

Les provinces de l'Alberta, Terre-Neuve-Et-Labrador et la Saskatchewan viennent en tête du classement provincial avec des hausses respectives de 3,6%, 3,4%, et 3,2%.

Ces salaires satisfaisants seraient dûs selon Hay Group, aux investissements continus en ressources naturelles.



Augmentation de 2,9% des salaires au Canada

L'augmentation prévue au Québec est de 2,7% et de 2,6% au Canada atlantique. Il faut noter que ces prévisions plutôt élevées résultent davantage de la demande en compétences clés et de la «*guerre de talents.*»

Les prévisions canadiennes se situent sensiblement dans la moyenne par rapport à d'autres pays industrialisés. Elles sont par exemple plus élevées que celles de la France (2,6%) et du Japon (2%) mais légèrement inférieures à celle des États-Unis et du Royaume-Uni (tous deux à 3%).



Nouvelles du Canada

DYNAMISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Rendre les recrutements plus efficaces et attirer une main-d'œuvre jeune

La fonction publique québécoise projette d'apporter d'importants changements dans le processus de recrutement du personnel.

Le gouvernement québécois a déposé il y a quelques semaines à l'Assemblée nationale, un projet de loi sur la fonction publique qui prévoit la fin des grands concours auxquels participent plusieurs milliers de candidats chaque année.

Ces concours devraient être remplacés par des processus de qualification plus fréquents et plus souples.

En vertu de ce projet de réforme majeur, il sera aussi plus facile pour un étudiant au terme de son stage ou pour un retraité de la fonction publique d'être embauché.

« Dès qu'on aura un nombre suffisant de candidats, (...) on va pouvoir administrer le concours (...). On veut que ce soit plus rapide, et que ça facilite la vie du candidat, on va tenir compte de ses disponibilités (...) On essaie de diminuer les étapes pour être plus agile, plus concurrentiel. », a expliqué la Directrice générale de la politique de gestion des ressources humaines au Secrétariat du Trésor, Jocelyne Tremblay.



Désormais les recrutements seront plus efficaces dans la fonction publique au profit des jeunes au Québec

C'est une réelle « révolution » que la fonction publique québécoise s'apprête à vivre, selon les propos de la présidente du trésor, Michelle Courchesne.

« Moi, je trouve que c'est une révolution (...). La fonction publique fait ainsi son entrée au 20^{ème} siècle. De tous les dossiers que j'ai pilotés en neuf ans, c'est un dossier dont je suis particulièrement fière », a-t-elle confié.

Le Conseil du Trésor évalue à plus de 15 000, le nombre d'employés réguliers qui devront être embauchés dans les cinq prochaines années et les besoins sont pratiquement criants en informatique, en génie et en secrétariat.

AOÛT 2012

34 000 nouveaux emplois au Canada

Au cours du mois d'août dernier, le marché du travail canadien a enregistré près de 34 000 nouveaux emplois.

En effet, selon les dernières statistiques publiées dans le communiqué de l'Enquête sur la Population Active (EPA), le pays a connu plus d'emplois en ce qui concerne les postes à temps partiel. Cela aurait considérablement comblé les pertes de postes à temps plein.

Cependant, d'une année à l'autre, l'emploi a augmenté de 1,0% et toute la croissance survenue durant la période de 12 mois a eu lieu dans le travail à temps plein.

Le taux de chômage est resté stable à 7,3% au cours du mois d'août sur le plan national canadien tandis que l'Alberta et la Saskatchewan affichent les taux les plus faibles de toutes les provinces, soit 4,4%.

Suite à la page 9 →



Nouvelles du Canada

Au cours de cette période, l'emploi a augmenté dans plusieurs secteurs à savoir, le transport et l'entreposage, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien ainsi que les ressources naturelles.

Le marché du travail est resté beaucoup plus dynamique au cours de mois d'août dans les

provinces du Québec, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et du Manitoba.

Découvrez ci-dessous, les taux de chômage des différentes provinces du Canada. Ils sont issus du dernier communiqué de l'Enquête sur la Population Active (EPA) pour la période de juillet à août 2012.

PROVINCES CANADIENNES	TAUX DE CHÔMAGE/ MOIS DE JUILLET À AOUT 2012
Alberta.....	de 4,6% à 4,4 %
Saskatchewan.....	de 5,0% à 4,4 %
Manitoba.....	de 5,7% à 5,4 %
Colombie- Britannique.....	de 7,0% à 6,7 %
Ontario.....	de 7,9% à 8,0 %
Québec.....	de 7,6% à 7,6 %
Nouvelle-Ecosse.....	de 9,4% à 9,7 %
Nouveau-Brunswick.....	de 10,0 % à 10,4 %
Île-du-Prince-Edouard.....	de 10,2% à 11,7 %
Terre-Neuve-et-Labrador.....	de 12,8% à 12,7 %

QUÉBEC

D'excellentes perspectives d'emploi dans le secteur des services

Une récente étude de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) indique que l'emploi dans le secteur des services va continuer d'augmenter à court, moyen et long termes au Québec.

L'économiste Joëlle Noreau donne ici des précisions sur ces emplois au Québec.

« Il y aura 1,4 million d'emploi à pourvoir au Québec entre 2010 et 2020. De ce nombre 316 000 seront de nouveaux postes (...) La part des nouveaux emplois qui seront générés par le secteur des services sera de 97% », a-t-elle souligné.

La progression la plus forte d'emploi s'observe au niveau du secteur de la santé et des services sociaux (qui inclut les services de garde) à cause du vieillissement prononcé de la population québécoise.

Les services reliés à la production devraient également offrir des perspectives plus attrayantes aux nouveaux diplômés.

Le transport et l'entreposage reliés aux secteurs forestiers ou des ressources profiteront de la reprise ou de l'élan de ces industries.

Suite à la page 10 →



Nouvelles du Canada

Les services professionnels, scientifiques et techniques projettent d'enregistrer de solides offres de travail.

En effet, les demandes de travailleurs proviendront surtout des grands projets d'infrastructures et des programmes de respect de l'environnement sans oublier la gestion sous

toutes ses formes des effets des changements climatiques dans l'agriculture, l'érosion ou la végétation urbaine.

Les perspectives s'annoncent également prometteuses dans le secteur des services financiers, précisément en planification de la retraite.

Informations utiles sur le secteur des services dans l'économie du Québec

- Part du PIB réel en 2011 : 70,90 %
- Part des emplois : 78,60 %
- Part des salaires et traitement : 76,10 %
- Nombre d'emplois dans les services : 3,1 millions
- Croissance de l'emploi dans les services de 2002 à 2011 : 18,20%
- Croissance de l'emploi dans l'économie de 2002 à 2011 : 10,90 %

MARCHÉ DE L'EMPLOI

Taux de chômage en août 2012 dans les grandes villes du Canada

Vous avez ci-dessous, les taux de chômage dans les grandes villes du Canada au cours de la période de juillet à août 2012.

— Saint-Jean (Terre-Neuve-Et-Labrador)	7,1% de juillet 2012 à 7,1% à août 2012
— Halifax (Nouvelle-Ecosse)	6,9 % de juillet 2012 à 6,5 % à août 2012
— Moncton (Nouveau-Brunswick).....	6,7% de juillet 2012 à 7,0% à juillet 2012
— Saint-Jean, (Nouveau-Brunswick)	8,6% de juillet 2012 à 9,0 % à juillet 2012
— Québec (Québec).....	de 5,1% à 5,2%
— Trois-Rivières (Québec).....	de 8,2 % à 7,7%
— Sherbrooke (Québec).....	de 8,2% à 8,5%
— Montréal (Québec).....	de 8,5% à 8,4%
— Gatineau (Québec).....	de 6,1% à 5,9%
— Ottawa (Ontario).....	de 6,4 % à 6,4%
— Toronto (Ontario).....	de 8,5% à 8,5 %
— Winnipeg (Manitoba).....	de 5,4% à 5,7%
— Regina (Manitoba).....	de 4,1% à 4,2%
— Saskatoon (Saskatchewan).....	de 5,6% à 5,3%
— Calgary (Alberta).....	de 4,7% à 4,6%
— Edmonton (Alberta).....	de 4,5% à 4,5%
— Vancouver (Colombie-Britannique).....	de 6,8% à 6,8%
— Victoria (Colombie-Britannique).....	de 5,6% à 5,9%



SOCIÉTÉ...

APRÈS UNE ÉTUDE DE PROMISE CONSULTING ...

Le Canada, l'une des premières destinations de choix des Français dans le monde

La double culture francophone et anglophone, la reconnaissance mutuelle des qualifications... font partie des avantages qui positionnent le Canada au 1^{er} rang des destinations mondiales des Français. C'est ce qui ressort de la dernière étude de Promise Consulting.

Selon Philippe Jourdan, associé fondateur de Panel On the Web (group auquel appartient Promise Consulting), le Canada représente « *une bonne synthèse entre le désir d'aventure des Français et leur besoin de sécurité* ».

L'attraction dont fait l'objet le Canada

s'explique surtout par ses grands espaces, sa proximité avec les États-Unis et sa réputation de terre favorisant l'esprit d'initiative.

« *...nos compatriotes sont conscients que de nombreux accords, comme la reconnaissance mutuelle des qualifications ou les frais de scolarité réduits pour les étudiants français, facilitent les échanges entre les deux pays* », a expliqué Philippe Jourdan.

L'Australie, la Suisse, la Suède, le Danemark et la Norvège demeurent également d'autres pays attirés par les Français en dehors du Canada.

NOUVEAU GOUVERNEMENT DE PAULINE MAROIS

Un camerounais, ministre de la culture et des communications au Québec

Un immigrant d'origine camerounaise se compte parmi les vingt-trois ministres qui entourent la nouvelle Première ministre du Québec, Pauline Marois.

M. Maka Kotto a été nommé Ministre de la Culture et des Communications dans le nouveau gouvernement du Québec. Il demeure ainsi le premier Africain à siéger au Conseil des ministres de la province.

IL s'agit ici d'une importante responsabilité lorsqu'on sait que la question de « l'identité » fait partie des quatre piliers sur lesquels s'inscrit l'action du gouvernement Marois.

« *La culture constitue un fondement essentiel de l'identité québécoise. Elle nous rend fiers, nous permet de nous épanouir, de nous divertir et représente une source inépuisable de richesse* », a confié Pauline Marois.

C'est alors à juste titre que le choix a été porté sur l'immigrant d'origine camerounaise, Maka Kotto, qui a eu le temps de faire ses preuves sur les planches de théâtre et les écrans de télévisions et de cinéma, avant de se lancer dans la politique au



M. Maka Kotto, le nouveau Ministre de la Culture et des Communications du Québec

Québec.

Son expérience d'ancien parlementaire fédéral et sa verve si prisée au Québec répondraient, selon la Première Ministre, à la taille de la mission qu'on lui assigne.

« *A titre de ministre de la Culture et des Communications, Maka Kotto aura le mandat de soutenir la diffusion et le rayonnement de notre culture et de rapatrier les pouvoirs et les budgets fédéraux en matière de culture et communications* », a confié Pauline Marois.

Suite à la page 12 ➔



Nouvelles du Canada

SOCIÉTÉ...

QUELQUES POINTS SAILLANTS DU PARCOURS POLITIQUE DU MINISTRE MAKA KOTTO

M. Maka Kotto a été le premier africain élu député fédéral du Canada en 2004 sous les couleurs du Bloc Québécois. Il va y siéger jusqu'en 2008, date à laquelle il démissionnera de ce parti pour rejoindre le Parti Québécois.

Il sera élu député de la circonscription de Bourget aux élections partielles du 12 mai 2008 et réélu aux élections générales du 8 décembre 2008.

Il occupera plusieurs responsabilités au sein de son parti : Maka Kotto est le Porte-parole du Parti Québécois en matière de relations internationales et de Francophonie (août 2008 - novembre 2008); en matière de culture et de communications (janvier 2009 - août 2010); en matière de communautés culturelles (août 2010 - août 2011); en matière de culture et de communications (août 2011 -

août 2012) et surtout membre et Vice-président de diverses commissions parlementaires (culture, relations avec les citoyens, santé et services sociaux) et de nombreuses Délégations de l'Assemblée nationale du Québec pour les relations avec les institutions européennes (DANRIE) et les relations avec le Sénat français (DANRSF).

Il y a quelques semaines, les citoyens de sa circonscription lui ont à nouveau renouvelé leur confiance en le réalisant aux élections générales du 4 septembre 2012. Cela a permis à la nouvelle Première Ministre du Québec, Pauline Marois, de le nommer Ministre de la Culture et des Communications.

Maka Kotto est le conjoint de l'ex-députée bloquiste et mairesse de Longueuil Caroline St-Hilaire.

EDUCATION

Le Canada, une référence pour les étudiants internationaux

Le système éducatif canadien continue d'être positivement apprécié dans le monde à cause de la qualité de la formation et de la richesse de ses programmes d'études.

La grande affluence des étudiants et chercheurs internationaux pour les universités canadiennes continue de générer d'importantes retombées économiques.

Un rapport rendu public par le Ministre du Commerce international et Ministre de la Porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, l'honorable Ed Fast, indique que les étudiants internationaux ont injecté plus de 8 milliards de dollars dans l'économie canadienne en 2010, soit une hausse par rapport aux 6,5 milliards injectés en 2008.

Selon les résultats de l'étude, le Canada a accueilli 218 000 étudiants à temps plein en 2010, ce qui représente une hausse par rapport aux 178 000 étudiants inscrits en 2008 et plus du double du nombre d'inscrits en 1999.

D'après le rapport, cela aurait contribué au maintien



Le Canada, une référence pour les étudiants internationaux

de 86 000 emplois et apporté 445 millions de dollars en recettes fiscales.

« Je suis ravi de constater que le Canada est une destination de plus en plus populaire auprès des étudiants internationaux (...) la présence d'étudiants et de chercheurs internationaux, qui viennent tirer profit des installations de calibre mondial du Canada, crée des emplois et stimule la croissance économique en plus de consolider nos liens interpersonnels avec d'autres pays et, en particulier, avec des marchés émergents », a affirmé le ministre Fast.



Les nouvelles du Québec

MARCHÉ DU TRAVAIL QUÉBÉCOIS

Boom minier en Abitibi-Témiscamingue

L'Abitibi-Témiscamingue connaît aujourd'hui la plus grande croissance économique de toutes les régions du Québec.

Ce constat a été fait après une étude réalisée par le Mouvement Desjardins qui précise surtout que cette phase d'expansion économique devrait se poursuivre au cours des prochaines années.

A l'origine de cet important essor économique, on retrouve le boom minier, mais aussi l'agriculture et le tourisme.

Chantal Routhier, économiste pour les Études économiques du Mouvement Desjardins, l'explique ici davantage :

« On ne se le cachera pas, l'essor économique en Abitibi-Témiscamingue est intimement lié au boom minier (...) L'économie régionale est en majorité basée sur l'or, qui a connu une année sans précédent », a-t-elle confié.

En 2011, le taux de chômage est passé à 7,5%, ce qui est inférieur à la moyenne québécoise de 7,8%.

Au cours de la même période, l'Abitibi-Témiscamingue a connu une forte création d'emplois, soit 3 300 nouveaux postes, une première en 11 ans.

Bien que les mines soient au cœur de cette expansion économique, d'autres secteurs comme celui de l'agriculture et du tourisme, commencent à prendre une dimension bien importante dans la région.

« On commence à observer une économie plus variée. Les MRC d'Abitibi et du Témiscamingue subissent quelques peu la pression des MRC de Rouyn-Noranda, de la

Vallée-de-l'Or et de l'Abitibi-Ouest, qui attirent les travailleurs avec des salaires concurrentiels (...) L'agriculture nordique et le tourisme sont des voies empruntées par elles pour diversifier l'économie », a expliqué Chantal Rhoutier.

LA RÉGION D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

L'Abitibi-Témiscamingue est une région administrative de l'ouest du Québec. Elle est composée de 5 Municipalités Régionales de Comté (MRC) et de 79 municipalités.

Son économie dépend principalement de l'exploitation forestière dans les MRC d'Abitibi; d'Abitibi-Ouest et de Témiscamingue, des mines tout le long de la faille de Cadillac, entre Val-d'Or et Rouyn-Noranda, ainsi que de l'agriculture dans les MRC de Témiscamingue et Abitibi-Ouest.

Étymologiquement, selon le père Antoine Silvy, les Abitibis, apparentés aux Cris de la baie James et qui peuplent le pourtour du lac Abitibi au XVII^e siècle s'auto-désignent Apittipi anissinape. Cela signifie « Gens du lac à coloration foncée ».

Le terme le plus populaire proviendrait de l'algonquin signifiant : « là où les eaux se séparent ». La région est située sur une ligne de partage des eaux, d'où cette dénomination donnée par les Algonquins à cette région, reprise par la suite par les Européens.

Témiscamingue : dérive de l'algonquin timiskaming, se décomposant en « timi », (profond), « kami », (étendue d'eau) et « ing », pour ainsi signifier « au lac profond ». On retrouve justement dans cette région un grand lac très profond appelé lac Témiscamingue.

Source : Wikipédia



Les nouvelles de l'Alberta

INTÉGRATION PROFESSIONNELLE

Du soutien financier au profit des travailleurs formés à l'étranger pour la reconnaissance de leurs diplômes

Le gouvernement canadien apporte du soutien aux professionnels de l'Alberta ayant reçu une formation à l'étranger en vue de leur permettre de décrocher de bons emplois.

En effet, plus de 300 professionnels de l'Alberta formés à l'étranger obtiendront une aide financière dans le cadre d'un projet pilote de prêts pour la reconnaissance de leurs titres de compétences.

Diane Finley, Ministre des Ressources Humaines et du Développement des Compétences explique le bien fondé de l'initiative.

« La création d'emplois et la croissance économique constituent les plus grandes priorités de notre gouvernement. Nous reconnaissons que les travailleurs formés à l'étranger nous aident à combler les pénuries de main-d'œuvre dans des professions clés. », a-t-elle laissé entendre avant de poursuivre :

« En joignant nos efforts à ceux des organismes tels que l'Immigrants Accès Fund Society of Alberta (IAF Alberta), nous aidons les professionnels formés à l'étranger à trouver un emploi gratifiant, et nous contribuons ensemble à la prospérité à long terme du Canada », a indiqué Diane Finley.

Dans le cadre du projet pilote de prêts pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers, l'IAT Alberta a reçu plus de 3,3 millions de dollars. Ce fonds servira à verser des prêts à des professionnels formés à l'étranger de manière à ce qu'ils puissent obtenir l'autorisation d'exercer dans leur domaine d'expertise au Canada.

SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

• PLUSIEURS BOURSES D'ÉTUDES POUR FREINER LES PÉNURIES DE MAIN-D'ŒUVRE

Le gouvernement albertain accroît l'accès à 500 nouvelles bourses d'études pour l'apprentissage dans la province.

Anciennement réservées aux élèves du secondaire, ces bourses sont maintenant offertes aux étudiants évoluant dans une formation de métiers ayant également le programme Career and Technology Studies.

Au total, 950 bourses d'une valeur de 1 000 dollars ou de 1 500 dollars chacune seront distribuées aux apprentis au cours de cette année.

L'objectif est de freiner les pénuries de main-d'œuvre dans les métiers spécialisés en Alberta.

• DES PRÉVISIONS DE PLUS EN PLUS SATISFAISANTES EN MATIÈRE DE PRODUCTION PÉTROLIÈRE

Selon l'Association canadienne des producteurs pétroliers, l'industrie pétrolière de l'Alberta devrait croître plus rapidement que ce qui était prévu l'année dernière.

L'exploitation de l'huile de schiste auparavant inaccessible et le développement accéléré de mégaprojets d'exploitation des sables bitumineux constituent les principales causes de la hausse de ces prévisions.

L'Association canadienne des producteurs pétroliers annonce que le Canada deviendra le quatrième producteur en importance dans le monde d'ici 2030.

Selon la dernière enquête de Hay Group, une société internationale de conseil en gestion, les employés albertains du secteur pétrolier devraient être ceux qui verront leur salaire augmenter le plus en 2013.



Les nouvelles de la Saskatchewan

MARCHÉ DU TRAVAIL

• Importantes hausses enregistrées dans le secteur des ventes de détails

La province de la Saskatchewan enregistre d'importantes hausses dans le secteur des ventes de détails.

La dernière édition de la "Revue du marché du travail" fait observer que *« la demande des consommateurs en matière d'aliments, de nouveaux véhicules et de matériaux de construction stimule la croissance dans le secteur du détail de la*

Saskatchewan ».

Cela a eu pour conséquence de faire accroître l'emploi de 2% dans ledit secteur au cours des quatre premiers mois de 2012 comparativement à la même période en 2011.

Une situation qui rassure les consommateurs et rend vigoureuse l'économie nationale.

• Les livraisons manufacturières enregistrent des augmentations

Malgré les perturbations économiques mondiales, les ventes de produits manufacturés sont demeurées très fortes dans la province de la Saskatchewan.

Selon statistique Canada, sur douze mois, les livraisons manufacturières de la province en avril ont crû de près de 20%, loin devant la croissance de 6% des ventes nationales.

Sur le plan national, les fabricants canadiens attribuent généralement la croissance du secteur manufacturier à un raffermissement de la demande.

Environ 37% des entreprises interrogées signalent une hausse du volume des nouvelles commandes reçues au cours du mois de mai.

« Le secteur canadien de la fabrication a maintenu sa vigueur au cours des derniers mois, malgré le contexte d'incertitude et de ralentissement présent dans nombre d'autres régions du monde. La progression de l'emploi dans l'ensemble du secteur a été particulièrement forte depuis le début de l'année, et on y a enregistré la hausse la plus rapide du taux global de création d'emplois depuis septembre 2011 », a déclaré Craig Wright, Premier vice-président et économiste en chef, RBC.

Il faut noter que selon l'indice PMI RBC, le secteur de la fabrication joue un rôle de premier plan dans la croissance économique au pays. Il prévoit une croissance de 2,6% du PIB au Canada en 2012.

SASKATCHEWAN

La population continue d'atteindre de nouveaux sommets

La province de la Saskatchewan enregistre aujourd'hui une forte croissance démographique.

Selon Statistique Canada, la population provinciale a continué d'atteindre de nouveaux sommets depuis le premier trimestre de 2012.

Cette forte croissance est soutenue à la fois par la migration internationale et

l'accroissement naturel.

En effet, un peu plus de 2 800 nouveaux immigrants se sont installés dans la province au cours dudit trimestre, ce qui a porté la population à 1 072 082 habitants.

La forte croissance démographique alimente la demande nationale grâce à l'accroissement des dépenses, à la consommation et des dépenses de logement.



Les nouvelles du Manitoba

WINNIPEG

Des chercheurs en passe de mettre au point un vaccin universel contre la grippe

Les recherches dans le domaine de la santé continuent de s'illustrer de la plus belle manière au Canada.

Un groupe de chercheurs, mené par un Québécois, est en passe de mettre au point dans un laboratoire de Winnipeg, un vaccin universel contre la grippe.

Ce vaccin est conçu de telle sorte qu'une seule dose suffira à combattre le virus pour toute la vie contrairement au vaccin annuel habituel.

« Au lieu de développer un vaccin contre les souches qui circulent, nous avons développé un

vaccin contre les souches des 100 dernières années », explique le chef du Programme des agents pathogènes spéciaux du Laboratoire national de microbiologie, Gary Kobinger.

Il confirmera par ailleurs que les recherches progressent vite et reste persuadé que son laboratoire sera le premier au monde à trouver un vaccin universel contre la grippe.

« Nous avons commencé à générer les vaccins, à les tester sur les souris, les furets et les singes. Après tous ces tests, nous sommes arrivés à la conclusion que cela valait la peine de passer à l'être humain », a-t-il expliqué.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Du financement pour aider les jeunes de Winnipeg à décrocher un emploi

« La création d'emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme constituent la priorité absolue de notre gouvernement. La stratégie emploi jeunesse du gouvernement du Canada aide les jeunes à acquérir les compétences et l'expérience dont ils ont besoin pour décrocher un emploi dès maintenant et se préparer à constituer la main-d'œuvre de l'avenir. »

Ces propos proviennent de Mme Shelly Glover, Secrétaire parlementaire du ministre des Finances.

Au nom de la ministre des Ressources humaines et du développement des compétences, elle a annoncé la volonté du gouvernement canadien

d'accorder un nouveau financement afin d'aider les jeunes de la ville de Winnipeg à acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour accéder de façon efficace au marché du travail.

Le financement de plus de 94 000 dollars du gouvernement du Canada s'inscrit bien dans ce cadre.

Il s'agira à travers cette initiative d'aider les jeunes, en particulier ceux qui font face aux obstacles à l'emploi, à obtenir de l'information sur les carrières, acquérir des compétences professionnelles, trouver un emploi et le conserver.



Les nouvelles de la Colombie-Britannique

MARCHÉ DU TRAVAIL

• L'expansion du secteur des transports et de nombreux emplois en perspectives

L'augmentation des échanges commerciaux avec l'Asie a amené la Colombie-Britannique à agrandir l'infrastructure liée aux conteneurs et au fret.

Selon les autorités compétentes provinciales, cette initiative permettra de créer près de 72 000 emplois entre 2011 et 2012.

Il faut noter que la vague de départs à la

retraite prévue en Colombie-Britannique représente un défi, puisqu'elle entraîne la perte d'employés possédant un précieux bagage de connaissance et d'expérience.

Une pénurie de main-d'œuvre dans les domaines liés à cette expansion est annoncée au Nord de la Colombie-Britannique.

• Des centaines d'emploi dans des points de vente aéroportuaires à Vancouver

Plusieurs points de vente aéroportuaires nouvellement installés à Vancouver (Colombie-Britannique) devraient générer de nombreux emplois, selon la toute récente "Revue du Marché du Travail".

La construction de magasins de détail d'articles griffés près de l'Aéroport inter-

national de Vancouver devrait entraîner par exemple la création de 200 emplois, tandis que 1 000 autres emplois sont attendus dans le domaine de la vente de détail, des services de nettoyage et de l'entretien.

La construction de ce centre commercial devrait prendre fin d'ici l'automne 2014.

INVESTISSEMENTS

Deux projets agricoles pour améliorer la compétitivité et la durabilité environnementale

Le gouvernement Harper et la Colombie-Britannique unissent leurs efforts pour dynamiser l'industrie agricole provinciale.

Ils ont décidé d'investir dans deux projets visant à mettre au point des solutions énergétiques qui permettront également de réduire les déchets agricoles.

L'initiative vise à explorer la transformation de déchets agricoles en biocarburants de qualité qui permettront de générer des sources de revenus nouvelles ou supplémentaires pour les agriculteurs.

« La grande priorité de notre gouvernement reste l'économie, et l'industrie agricole de la Colombie-Britannique joue un rôle important dans le maintien de sa force. Cet investisse-

ment dans de nouvelles technologies aidera les agriculteurs de la Colombie-Britannique à améliorer leur compétitivité ainsi que leur durabilité environnementale », a confié Gerry Ritz, ministre de l'agriculture.

Selon les autorités compétentes de la Colombie-Britannique, les projets de ce genre démontrent un réel engagement de la province envers la stratégie agroalimentaire. Cela rend l'agriculture plus durable du point de vue de l'environnement et offre des perspectives prometteuses pour les agriculteurs.

Il faut noter que ces investissements sont effectués dans le cadre de "Cultivons l'avenir", qui est un accord fédéral-provincial-territorial.



Les nouvelles de l'Ontario

ECONOMIE

L'industrie des pièces d'automobiles est en plein essor en Ontario

Le gouvernement McGuinty a célébré il y a quelques semaines en Ontario, l'innovation et le succès de l'industrie des pièces d'automobiles : un secteur en pleine croissance dans la province de l'Ontario.

C'est dans ce cadre que s'est inscrite l'organisation de la "Conférence-Exposition" initiée par l'Association des Fabricants des Pièces d'Automobiles du Canada (APMA).

Les compagnies de l'ensemble de la province emploient aujourd'hui plus de 55 000 personnes, soit une hausse de 10% depuis 2009.

Ces données demeurent suffisamment positives pour permettre au secteur de s'emparer d'une part croissante du marché mondial des pièces d'automobile, de 1,1 billion de dollars.

« Le secteur ontarien des pièces d'automobiles contribue à part entière à la force de notre industrie de l'automobile prise dans son ensemble. En collaborant, nous pouvons nous assurer de

la position de l'Ontario comme grand innovateur et fabricant de pièces d'automobile », a confié Brad Guguin, Ministre du Développement Economique et de l'Innovation.

Selon le gouvernement McGuinty, il faudra attirer davantage d'investisseurs et stimuler l'innovation dans le secteur de l'automobile en vue de créer des emplois et de renforcer l'économie.

Il faut noter qu'en 2011, plus de 121 000 emplois ont été créés en Ontario. La province a été classée au cours de cette même année au premier rang des grands territoires de compétence de l'Amérique du Nord en ce qui concerne l'investissement étranger direct par habitant.

L'Ontario a réduit de moitié les taxes sur les investissements commerciaux, ce qui rend la province plus concurrentielle et encourage les nouveaux investissements commerciaux.

DÉVELOPPEMENT PROVINCIAL AU CANADA

Des données sur un rapport d'étape de l'économie ontarienne en 2012

D'après un rapport d'étape du gouvernement McGuinty, la province de l'Ontario a fait progresser l'économie en créant près de la moitié de tous les emplois du Canada en 2011.

Cette situation positive a fait en sorte que le taux de chômage soit à son plus bas niveau depuis 2008 et que la province attire plus d'investissements étrangers que la plupart des autres régions de l'Amérique du Nord.

Un meilleur climat de confiance s'est ainsi ins-

tallé en Ontario et les investissements des entreprises dans les usines et l'équipement ont augmenté de presque 17%.

« Notre plan consiste à restaurer la confiance dans l'avenir économique de l'Ontario (...) Nous nous sommes engagés à créer des emplois et à attirer ce qu'il y a de meilleur et de plus brillant en Ontario », a laissé entendre Brad Duguid, Ministre du Développement Economique et de l'Innovation.

Suite à la page 19 →



Les nouvelles de l'Ontario

L'économie de l'Ontario en bref

- Selon le rapport FDI 2012 du Financial Times Ltd, l'Ontario se classe au troisième rang en Amérique du Nord en ce qui concerne les investissements directs.
- La Loi sur l'énergie verte a créé plus de 20 000 emplois et la province est sur la bonne voie pour générer 50 000 emplois dans le secteur économique de l'énergie propre.
- L'Ontario a annuellement réduit de plus de 8 milliards de dollars les impôts des entreprises de l'Ontario.
- Pour chaque dollar en nouveaux revenus énoncé dans le Budget 2012, il y a quatre dollars d'économie et de mesures de compression des coûts.
- L'industrie agroalimentaire demeure l'un des principaux moteurs économiques de la province. Chaque année, elle contribue à plus de 33 milliards de dollars à l'économie.
- L'Ontario se classe au premier rang



Des travailleurs dans une industrie d'automobiles

au Canada et au troisième rang en Amérique du Nord dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) en ce qui concerne le nombre d'entreprises, employant 270 000 personnes. Cela représente environ 50% du nombre total des emplois en TIC au Canada.

- L'Ontario est l'une des cinq plus importantes régions en biotechnologie en Amérique du Nord.



Les nouvelles dans les Autres Provinces Canadiennes

MARCHÉ DU TRAVAIL EN NOUVELLE-ÉCOSSE

Du financement pour permettre aux jeunes d'acquérir des compétences et de l'expérience de travail

Dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse, le gouvernement du Canada a accordé un financement pour aider les jeunes de News Mina en Nouvelle-Écosse à acquérir les compétences, les connaissances et l'expérience requises pour réussir sur le marché du travail.

Les bénéficiaires du programme devraient acquérir des compétences améliorant l'employabilité en assistant à des ateliers sur des sujets comme la planification de carrière, la communication efficace et le travail d'équipe. Ils recevront ensuite une expérience de travail pratique dans le cadre de stages auprès d'employeurs locaux.

Pour Roger Tatlock, directeur général de Flowercart, projet pilotant ledit programme, cette initiative démontre qu'en jumelant de façon intensive l'apprentissage en classe et l'expérience en milieu de travail, on pourrait bien aider les jeunes à surmonter un grand nombre d'obstacles à l'emploi.

« La création d'emplois et la croissance économique sont les plus grandes priorités de notre gouvernement, et nous sommes conscients que nos jeunes contribuent de façon importante à la prospérité à long terme du Canada », a laissé entendre Dre Kellie Leitch, secrétaire parlementaire de l'honorable Diane Finley, ministre des Ressources Humaines et du Développement des Compétences.

Il faut noter que les programmes d'emploi pour les jeunes font partie de la stratégie globale du gouvernement du Canada qui vise à constituer une main-d'œuvre instruite, compétente et souple.

La Stratégie emploi jeunesse aide les jeunes, en particulier ceux qui font face aux difficultés de l'emploi, à obtenir de l'information sur les carrières, à acquérir des compétences professionnelles, à trouver un emploi et à le conserver.

CANADA-ATLANTIQUE

Saison touristique positive au Nouveau-Brunswick

Le Nouveau-Brunswick connaît aujourd'hui une saison touristique bien positive.

Une hausse de fréquentation de plus de 30% est observée au Jardin botanique à Edmundston pendant les trois premiers mois de la saison.

Le village historique acadien à Caraquet, signale une hausse de 9% du nombre de visiteurs tandis que la plage Parlee à Shediac a connu une augmentation qui se situe entre 10% et 20%.

« Nos visiteurs proviennent majoritairement du Nouveau-Brunswick et de notre région. Il y a beaucoup plus de personnes de la région qui

fréquentent le jardin depuis une couple d'années », explique Jean Aucoin du jardin botanique.

Il faut noter que le tourisme demeure un secteur prometteur qui connaît la plus grande croissance économique mondiale aujourd'hui au Nouveau-Brunswick.

« Pendant que nous reconstruisons l'économie du Nouveau-Brunswick, une de nos priorités est de faire des investissements stratégiques qui amélioreront l'expérience des gens qui visitent la province », a indiqué David Alward, premier ministre du Nouveau-Brunswick.



Nouvelles

relatives aux programmes d'intégration

CANADA

De nouvelles consultations nationales sur les niveaux d'immigration et leur composition

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a lancé il y a quelques jours de nouvelles consultations nationales sur les niveaux d'immigration et leur composition.

Il s'agit ici de concilier les objectifs du gouvernement du Canada en matière d'immigration, de tenir compte des engagements élargis du gouvernement, des commentaires des provinces et des territoires ainsi que des conditions économiques actuelles et futures dans le cadre de la planification du nombre total des personnes admises en tant que résidents permanents.

Deux secrétaires parlementaires de CIC sont allés à la rencontre du public à Toronto, Windsor, Ottawa (Ontario), Vancouver (Colombie-Britannique) et Halifax (Nouvelle-Ecosse) afin d'échanger

sur la possibilité d'un système d'immigration plus rapide et plus souple, et sur l'importance grandissante de l'immigration pour la croissance économique et la prospérité à long terme du Canada.

Les deux secrétaires parlementaires de CIC à travers cette consultation, obtiendront des commentaires nécessaires sur les questions liées à l'immigration, notamment le niveau approprié d'immigration pour le Canada et la répartition appropriée des immigrants dans la catégorie des réfugiés et des personnes protégées à titre humanitaire.

Il faut noter que depuis 2006, le gouvernement du Canada a maintenu les niveaux d'immigration les plus élevés de l'histoire canadienne.

PROGRAMME D'INTÉGRATION

Le gouvernement canadien sollicite des services pour des projets d'établissement des immigrants en 2013

Le gouvernement canadien entend recenser déjà pour l'année 2013 et les années futures les nouveaux projets liés aux services d'établissement visant à aider les nouveaux arrivants à réussir leur nouvelle vie au Canada.

Le lancement de l'appel de proposition (ADP) au début du mois d'août par Citoyenneté et Immigration Canada s'inscrit dans ce cadre.

Il s'agit de déterminer les projets qui seront financés en 2013 et dans les années à venir, selon le gouvernement canadien. Ces projets peuvent être de portée locale ou régionale, nationale ou internationale.

En effet, depuis 2005-2006, les fonds affectés à l'établissement au Canada, à l'exception du Québec, ont triplé. Ils sont

passés de moins de 200 millions de dollars à près de 600 millions en 2012-2013.

« Le processus d'appel de propositions est une façon intéressante de solliciter des services qui seront offerts aux nouveaux arrivants, comme des cours de langue et du counselling professionnel (...) Ces services sont inestimables pour aider les immigrants à s'intégrer dans leur nouvelle collectivité », a confié Jason Kenney, le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme.

Il faut noter que l'ADP 2012 vise la prestation de services d'établissement dans l'ensemble des provinces à l'exception du Manitoba, de la Colombie-Britannique et du Québec, avec qui Citoyenneté et Immigration Canada a conclu des ententes de financement distinctes pour les services d'établissement.



Nouvelles

relatives aux programmes d'intégration

FRAUDE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE D'IMMIGRATION

Près de 3 100 citoyens risquent de voir leur citoyenneté annuler

Environ 11 000 personnes sont soupçonnées d'avoir menti aux fins de l'acquisition de la citoyenneté canadienne ou du maintien de leur statut de résident permanent. C'est l'un des points qu'on pourrait retenir après la publication des résultats de l'enquête menée par le gouvernement du Canada.

Face à un tel constat, Citoyenneté et Immigration Canada a décidé d'appliquer fermement les lois canadiennes.

« La citoyenneté canadienne n'est pas à vendre. Nous prenons des mesures pour retirer la citoyenneté canadienne et le statut de résident permanent des personnes qui ne respectent pas les règles et mentent ou trichent pour acquérir le statut de citoyen canadien », a martelé le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, Jason Kenney.

Selon les résultats de cette enquête, près de 3 100 citoyens auraient acquis frauduleusement leur statut de résident permanent que Citoyenneté et Immigration Canada s'apprête à leur révoquer.

En effet, pour pouvoir présenter une demande de citoyenneté canadienne, un résident permanent doit résider au Canada pendant trois ans au cours des quatre années précédant la présentation de sa demande. Pour conserver son statut de résident permanent, il doit, sauf quelques exceptions, être effectivement présent au Canada pendant deux ans au cours de chaque période de cinq ans.

Mais l'enquête a révélé que des résidents permanents ont recours aux services des

consultants en immigration peu honnêtes pour leur établir frauduleusement une preuve de résidence au Canada alors qu'ils se trouvent en réalité à l'étranger la plupart du temps ou même en permanence.

Cela vise à faire en sorte que l'intéressé puisse conserver frauduleusement son statut de résident permanent et de présenter ultérieurement une demande de citoyenneté.

Comme autre exemple de fraude constatée, une famille de cinq peut payer jusqu'à 25 000 dollars sur une période de quatre ans ou plus pour créer l'illusion qu'elle réside au Canada.

Ces cas de fraudes demeurent nombreux et constituent une véritable préoccupation pour les autorités compétentes canadiennes.

L'importante enquête de Citoyenneté et Immigration Canada a été menée en étroite collaboration avec l'Agence des Services Frontaliers du Canada (ASFC), la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et les bureaux canadiens à l'étranger dans le but de lutter contre ce type de fraude. Déjà ces enquêtes ont permis de renvoyer plus de 600 anciens résidents permanents et refuser environ 500 demandes de citoyenneté pour des demandeurs qui ne satisfaisaient pas à l'obligation de résidence.

« Nous ne resterons pas inactifs et ne laisseront pas les gens mentir et tricher pour acquérir la citoyenneté », a confié Jason Kenney.



Nouvelles

relatives aux programmes d'intégration

PROCÉDURE D'IMMIGRATION

Un Portugais expulsé du Canada après 32 ans....

La direction d'ACCÈS CANADA a tenu à communiquer cette nouvelle. En effet, au Canada, les règles ont la particularité d'être claires et en même temps rigides.

Chaque personne sait à quoi s'en tenir avec cette approche mais cela a quelques fois des conséquences malheureuses.

Nous souhaitons vous faire remarquer cela car nous soulignons très souvent l'importance de cette approche à nos clients notamment à ceux qui attendent avant de déclarer un changement matrimoniale ou un enfant.

Par exemple, une personne qui arrive au Canada sans avoir déclaré la naissance d'un nouveau né pourrait entrer au Canada mais le jour où cela se saura, lors par exemple du parrainage de l'enfant, le candidat qui a agit ainsi pourrait se voir

renvoyer du Canada même des décennies plus tard.

C'est la même chose en matière d'immigration concernant la préparation des dossiers. Où bien tout est clair, ou bien le dossier est rejeté. Le volume de demandes de résidence permanente reçues permet aux autorités gouvernementales de rejeter facilement pour diminuer les énormes inventaires.

Lorsque que vous retenez les services d'ACCÈS CANADA, ne prenez pas nos conseils à la légère.

Nous sommes là pour votre bien et pour vous guider à travers une administration et des lois que nous connaissons très bien.

**À bientôt chers lectrices, chers lecteurs.
L'ÉQUIPE ACCÈS CANADA**

Lisez l'article édifiant que nous propose Radio-Canada

Un Portugais expulsé du Canada après 32 ans

Même s'il vit au Québec depuis 32 ans, un résident de la Montérégie d'origine portugaise sera expulsé du Canada d'ici quelques semaines en raison d'un imbroglio administratif.

Jose Pereira habite Saint-Roch-de-Richelieu, est marié à une Québécoise, a quatre enfants et des petits-enfants. Et jusqu'à tout récemment, il avait une entreprise. Contraint à l'expulsion, sa maison a été mise en vente et il se prépare à plier bagage.

« J'ai été 26 ans au Portugal, ça fait 32 ans que je suis ici, dans ce pays, et on me met à la porte comme un criminel, ça ne fait pas de sens. » — Jose Pereira

Le Canada interdit même à Jose Pereira de revenir au pays. Sa femme, Cérés Bibeau, se dit dévastée. « On s'en va vivre au Portugal. Moi, mes enfants sont ici, mes petits-enfants sont ici, c'est un gros, gros, gros choc », confie-t-elle.



Imbroglia administratif

M. Pereira n'a commis aucun crime. Il s'est simplement rendu au Portugal en 2009 pour rendre visite à son père malade, alors que sa carte de résident permanent était expirée. Durant son séjour, il a entrepris des démarches à Montréal et à l'ambassade du Canada à Paris pour régler sa situation. Puis, il est rentré au Québec, où l'attendait sa nouvelle carte de résident permanent. Tout était en ordre, croyait-il, mais ce n'était pas le cas.

L'ambassade exigeait plus de preuves de sa résidence au Canada et il n'a pas répondu à leurs demandes.

« Le problème, c'est que je n'ai pas fait appel alors que je ne savais même pas que je devais faire appel, parce que j'ai reçu la lettre au Portugal », explique-t-il.

Finalement, l'ambassade a annulé sa résidence permanente et le Canada a ordonné son expulsion pour « utilisation abusive de nos lois d'immigration ». Ironiquement, Jose Pereira l'a appris deux ans plus tard, lorsqu'il s'est présenté pour obtenir sa citoyenneté canadienne.

« C'est ignoble, ce n'est pas humain, ce n'est vraiment pas humain. » — Jose Pereira

Selon l'avocat Stéphane Handfield, M. Pereira a fait preuve d'un peu de négligence, mais il n'a certainement pas abusé des lois de l'immigration.

« Ce n'est pas un individu qui a commis des infractions criminelles, il se conformait à la loi. Malheureusement, il a été mis dans une situation contradictoire par les décisions qui ont été rendues, mais on est loin d'être dans une situation d'un individu qui a contrevenu et qui a abusé du système, loin de là », estime-t-il.

Source : Radio-Canada (Le reportage de Normand Grondin)



Le prix des choses

Acheter des ordinateurs portables d'occasion à Montréal pour la nouvelle rentrée scolaire
Vous avez ici, quelques propositions de prix d'ordinateurs portables d'occasion à Montréal.

Produits	Prix
<p>Toshiba Satellite A210 AMD Dualcore 1.8GHz Toshiba Satellite A210, AMD 64 X2 Dual-Core 1.8GHz, 2Go RAM, 15" WideScreen, Graveur DVD, 200Go, Wireless, Graveur DVD, Windows 7 Pro. A trouver sur le site : http://montreal.kijiji.ca/c-acheter-et-vendre-ordinateurs-Toshiba-Satellite-A210-AMD-Dualcore-1-8GHz-W0QQAdIdZ415047257</p> 	<p>150,00 dollars canadiens, soit 118,50 euros</p>
<p>Ordinateur portable usagé (Pentium M Centrino 1.6) Ordinateur portable disposant d'une bonne batterie et de 2 port USB. Mémoire vive 512 mo. Disque dur 40 gig. Moniteur écran 14". Wifi USB... A trouver sur le site : http://www.orustech.ca/speciaux.html</p> 	<p>159,00 dollars canadiens, soit 125,61 euros.</p>
<p>Ordinateur portable intel core 2 duo Ordinateur Dell avec un processeur Intel Core 2 Duo de 2,4 GHZ. Il a un écran de 14 po. et une mémoire de 320 GB. Il a aussi une mémoire de 2 GO. Il a Windows XP. Il est parfait pour la navigation Web. Bon ordinateur pour un étudiant. A trouver sur le site : http://www.aubaine.ca/aubaine_ordinateur-portable-intel-core-2-duo_QUE-FRA-466496.html</p> 	<p>225,00 dollars canadiens, soit 177,75 euros.</p>
<p>Tablet PC HP 2710P/ Core 2 DUO 2X1. 2GHZ/ 2GB/ 80GB/ WIFI Ordinateur usagé Tablet PC HP 2710P (touchscreen), processeur Intel Core 2 Duo 2X 1.2 GHZ, mémoire vive de 2048MO, disque dur 80GB, carte réseau 10/100, carte de son, carte réseau sans fil (WIFI), Modem 56k, LCD 12", USB, Windows 7. A trouver sur le site : http://www.lespac.com/informatique/portables/montreal-plateau-mont-royal/d-tablet-pc-hp-2710p-core-2-duo-2x1-2ghz-2gb-80gb-wifi-LPaZZ25930827WWcpZZ54WWgrZZ3</p> 	<p>229, 99 dollars canadiens, soit 181,69 euros.</p>

Conversion du dollar canadien

Ce tableau permet d'effectuer la conversion du dollar canadien en certaines devises internationales en fonction du taux de change sur le marché. Ainsi, à la date du 13 septembre 2012 :

1 dollar canadien valait :	
..... 522, 01 F CFA 1,03 Dollar
..... 0, 79 Euro américain (USA)
..... 8, 85 Dirhams (Maroc) 3,58 Lei roumain
..... 1,62 Dinar (Tunisie)	

* Il est à mentionner que **ces taux ne sont pas applicables au versement des frais gouvernementaux par nos clients qui doivent tenir compte de potentielles variations mais aussi de frais de rapatriement incluant des commissions de change et des retenues à la source du pays d'origine.** Ces éléments expliquent la différence.
 Chaque client peut, s'il le désire, fournir sa propre traite bancaire pour acquitter ses frais gouvernementaux .